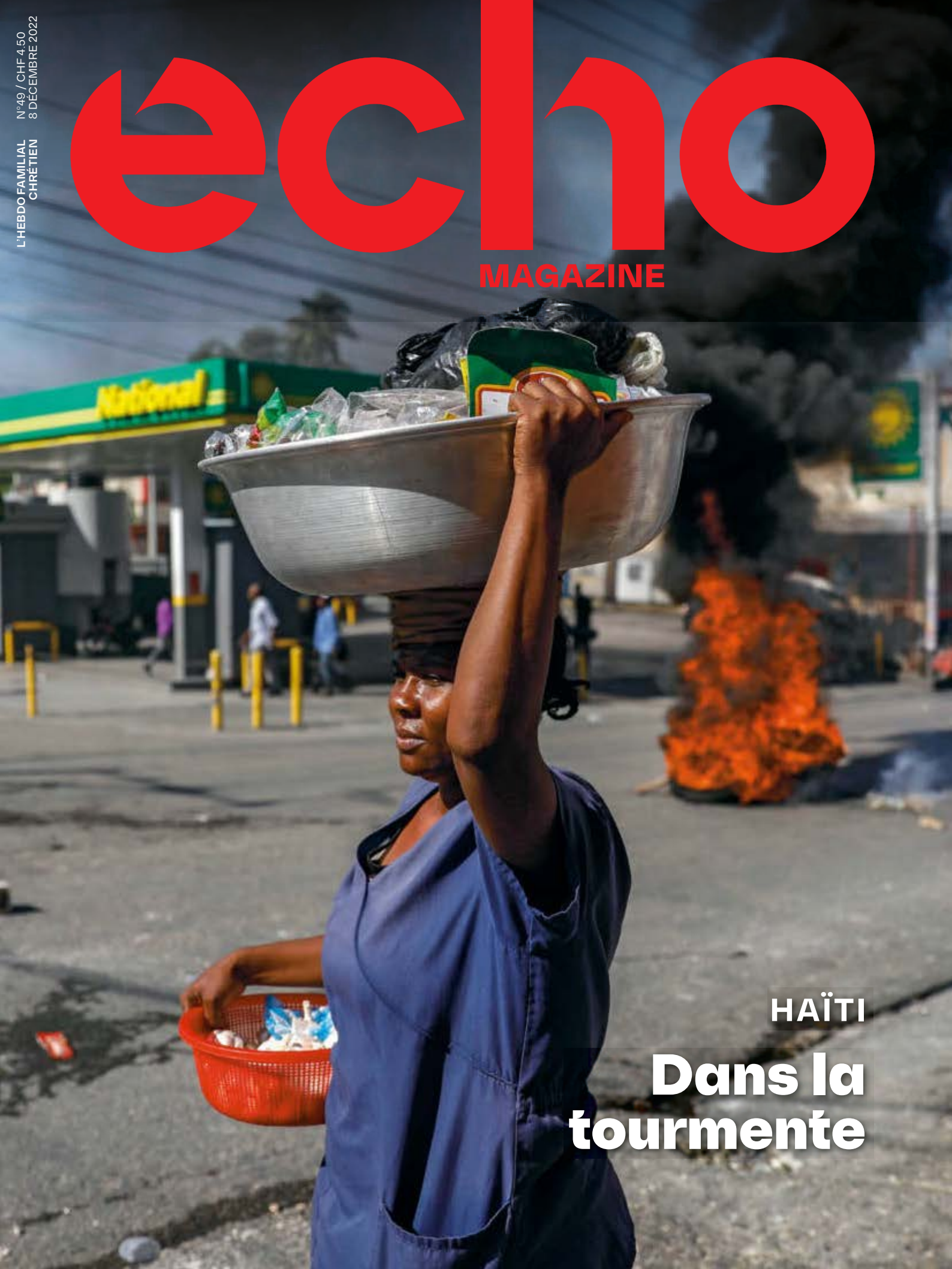
L'HEBDO FAMILIAL CHRÉTIEN
N°49 / CHF 4.50
8 DÉCEMBRE 2022

echo MAGAZINE



HAÏTI

Dans la tourmente

THIBAUT KAESER
Journaliste

Le maître du réel

Eviter l'écueil du misérabilisme est difficile quand il s'agit de parler d'Haïti. On ne compte plus les calamités accumulées par «la perle des Antilles»; un surnom qui non seulement date (il remonte à l'Ancien régime esclavagiste), mais qui tranche durement avec la réalité locale.

La liste des malheurs haïtiens est longue. Régimes autoritaires qui s'enchaînent et se ressemblent tels de mauvais siamois. Ephémères phases d'espoir, quand un timide changement se profile, suivies de chutes dans le désespoir, voire le chaos. Misère affligeante. Corruption endémique. Exode des cerveaux. Division sociale et raciale non dite entre Noirs et mulâtres. Catastrophes écologiques (déforestation massive) ou naturelles, les stigmates du tremblement de terre de janvier 2010 étant encore prégnantes. Et, désormais, la violence hallucinante de gangs dans une société déliquescente, impuissante devant le retour du choléra.

Que faire? C'est la question posée par notre article d'ouverture (pages 4 à 6). Il montre combien l'enfer est pavé de bonnes intentions. L'aide humanitaire se révèle en effet un cadeau empoisonné. Ses effets pervers s'amoncellent. Les ONG, qu'on a longtemps cru au-dessus de tout soupçon, ont la fâcheuse tendance à se substituer à l'Etat. On savait à quel point les multinationales trop fortes font de l'ombre aux structures étatiques. On observe désormais en Haïti, ailleurs également, que des programmes d'aide ne doivent pas doubler un Etat famélique. Palier des carences est peut-être positif dans un premier temps. Mais attention: encore faut-il que la puissance publique ne maigrisse pas encore plus sous l'effet d'un soutien a priori bien intentionné.

Ni l'argent aveugle ni le cœur myope.

Le danger peut donc venir aussi bien de l'avidité pour l'argent aveugle que de la politique du cœur rendue myope par ses propres ambitions. Dans les deux cas, une fois le rideau de l'illusion déchiré, on retombe dans la réalité. Celle-ci est finalement le meilleur des maîtres. C'est en partant du terrain que l'on pose un diagnostic juste des maux auxquels on fait face. Et c'est sur cette base que l'on doit penser et coordonner une reconstruction durable et bénéfique. Pour les habitants. Et avec humilité, car c'est toujours sur l'épreuve de la réalité que l'être humain bute. |

Cédric Reichenbach

«En Haïti, la solution a été ignorée»

Séismes, cyclones, assassinat du président Jovenel Moïse, doublement du prix de l'essence: la «perle des Antilles» traverse la plus grave crise de son histoire récente. Alors qu'une solution existe, estime le spécialiste Frédéric Thomas. Caritas Suisse poursuit de son côté la construction de maisons antisismiques pour les Haïtiens.

Frédéric Thomas, chercheur au Centre tricontinental de Louvain.
© Aline Bovard Rudaz/Filmar

«Il faut revenir à 1986, année de la fin de la dictature de Jean-Claude Duvalier, avec des manifestations antigouvernementales à l'origine de dizaines de morts, pour retrouver un tel niveau de violence et de blocages»: docteur en sciences politique de l'Université Paris 8, chargé d'études au Centre tricontinental (CETRI) de Louvain, en Belgique, dont les spécialités sont les rapports Nord-Sud et les enjeux de la mondialisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine, Frédéric Thomas dresse un portrait alarmant du pays le plus pauvre et le plus inégalitaire d'Amérique latine.

Voisine de la République dominicaine, située à une heure et demie d'avion de Miami, la «perle des Antilles» et ses onze millions d'habitants ne s'est toujours pas remise du séisme destructeur de 2010. Ni de l'aide internationale empoisonnée (voir encadré ci-contre) ayant notamment ramené le choléra, pourtant absent de l'île depuis un siècle, via un contingent de casques bleus népalais. Depuis son retour, cette maladie diarrhéique aigüe a fait plus de 20'000 morts dont de nombreux enfants.

Terminal en otage

Couplée au choléra, la violence a vidé les quartiers populaires de la capitale. Le terminal pétrolier de Port-au-Prince, qui renferme 70% des réserves d'essence du pays – et dont dépend la production d'électricité sur l'île –, est tombé sous le contrôle de bandes armées en septembre, ce qui a bloqué l'accès à l'eau potable et aux médicaments. Le prix du carburant a doublé et l'inflation explosé. La moitié de la population a faim.

Privé du président Jovenel Moïse, assassiné il y a un an par un commando dans d'obscures circonstances, gouverné par le Premier ministre non élu Ariel Henry, Haïti vit des convulsions en réalité depuis quatre ans.

«En 2018, l'oligarchie a montré qu'elle était prête à tout pour rester au pouvoir et ses alliés étrangers qu'ils étaient prêts à toutes les compromissions pour maintenir l'île sous leur influence, analyse Frédéric Thomas qui mène régulièrement des recherches en Haïti.

© Keystone

A gauche
Le chaos règne en Haïti où les bandes armées contrôlent en partie Port-au-Prince.

Ci-dessous
Les milliards d'aide déversés sur l'île en 2010 n'ont pas permis de reconstruire le pays.

Quand la population s'est mobilisée contre la corruption et la paupérisation, les autorités ont répondu par gangs armés interposés. Entre avril et juillet, entre 150 et 300 civils ont été massacrés.»

Où est l'argent?

L'affaire PetroCaribe (re)met le feu aux poudres. «De 2008 à 2018, Haïti a bénéficié de prix préférentiels sur le pétrole vénézuélien. Mais l'argent généré par cette manne, qui aurait dû contribuer au développement du pays, a disparu. Ce scandale a provoqué une nouvelle vague de protestations. Le groupe militant Nou Pap Domi (Nous ne dormons pas), formé par des jeunes sur internet, a alors déclenché un mouvement social dont l'ampleur rappelle celui ayant mené au renversement de la dictature en 1986.»

Séisme et aide empoisonnée

Haïti n'est pas un cas à part dans l'histoire des interventions humanitaires ratées, mais un cas extrême: tel est le constat de la conférence donnée par Frédéric Thomas à Genève dans le cadre du festival de cinéma latino-américain Filmar à Genève le 22 novembre. Le politologue intervenait après la projection du documentaire *Assistance mortelle* (2013). Réalisé par Raoul Peck, ministre haïtien de la culture de 1996 à 1997, il montre comment les montagnes d'argent annoncées par les Etats-Unis, le Canada, la France et d'autres pays riches pour venir en aide aux Haïtiens après le séisme dévastateur du 12 janvier 2010 ont profité davantage aux ONGs qu'aux sinistrés. La catastrophe avait fait 220'000 morts et 1,5 million de sans-abri.
Alors que le coût du ramassage des débris, étape obligatoire avant la reconstruction de Port-au-Prince, était d'un milliard, le montant mis à disposition fut au final de… 80 millions de francs. «Personne ne voulait évacuer les gravats; tout le monde voulait construire, et le plus vite possible (encadré page 6)», révèle le documentaire, car cela est bien plus rentable en termes d'image.

Dynamique de privatisation

Après l'échec en Haïti de «la plus grande campagne de guerre contre la misère», les responsables de l'aide internationale s'étaient juré de corriger le tir. Mais les embouteillages d'avions humanitaires au Népal suite au tremblement de terre de décembre 2015 (8000 morts) ont démontré le contraire. «Les bailleurs de fonds, principaux responsables de ces échecs, se sont réunis l'année d'après à Istanbul où ils ont convenu que 25% au moins de l'argent récolté devait être versé aux sinistrés. Ils s'étaient donné jusqu'à 2021 pour y arriver.» Résultat? «Seuls 3% des fonds parviennent aux victimes aujourd'hui.» Pour Frédéric Thomas, la frontière entre aide et ingérence est devenue trop floue: «Les agences internationales, en se substituant à l'Etat au lieu de le seconder, participe d'une dynamique de privatisation des pays défavorisés». |

Caritas

Ci-contre
L'une des maisons antisismiques construites par Caritas après le séisme de 2010.

A la colère populaire, l'Etat répond à nouveau par la violence. Dans la seule journée du 13 novembre 2018, 71 personnes sont tuées, 11 viols collectifs perpétrés et plusieurs maisons détruites dans le quartier populaire de La Saline à Port-au-Prince. Les mouvements de protestation, qui se sont étendus à 2019, ont néanmoins fini par converger de manière inédite pour se formaliser le 30 août 2021 autour de l'Accord de Montana (du nom de l'hôtel où il a été signé).

L'espoir au milieu du chaos

Réunissant les syndicats et les Eglises, les mouvements sociaux et les collectifs de femmes, les ONG et les partis politiques, cet accord représente un espoir au milieu du chaos. Il appelle à une transition sur deux ans susceptible de déboucher sur de réelles élections – le taux de participation des dernières était de 21% – et vise à redonner sa souveraineté à l'Etat. Une solution pour l'instant ignorée car, estime Frédéric Thomas, «elle ne convient pas à Washington, suivi par l'ONU sur ce sujet, qui considère toujours Haïti comme son arrière-cour stratégique au centre du triangle ennemi Nicaragua-Venezuela-Cuba».
Un entêtement d'autant plus préoccupant que le Premier ministre Ariel Henry réclame désormais une intervention armée étrangère: «Il a fait cette déclaration pour cacher son bilan catastrophique à la tête du pays alors qu'il devait rendre des comptes devant l'ONU». Or, conclut-il, ce genre d'ingérences n'a jamais rien résolu. «Les Haïtiens gardent un très mauvais souvenir des casques bleus. En plus d'avoir ramené le choléra, certains ont commis des agressions sexuelles. Si une telle intervention a lieu, elle pourrait déboucher sur un bain de sang, notamment en raison de la présence de bandes armées. Il faut espérer que la communauté internationale prêtera enfin l'oreille à l'Accord de Montana.» |

Caritas

Les maisons de Caritas résistent

Le séisme de 2010 en Haïti a attiré un flot d'aide humanitaire sans précédent. Pourtant, nombre d'habitations installées à la hâte sont tombées en ruine en quelques années. Voire en quelques mois pour les plus mauvaises, entièrement préfabriquées à l'étranger, constituées de panneau en contreplaqué et de plastique ne laissant pas circuler l'air. Sous l'effet de l'humidité, les murs de ces abris davantage destinés à contenter les bailleurs de fonds que les locataires se sont rapidement mis à gonfler, provoquant des fissures... Construire des maisons en utilisant du bois alors que 95% des forêts de l'île ont été rasées n'y ayant pas de sens, Caritas Suisse, qui intervenait en Haïti avant le séisme, a dès le début décidé d'utiliser des matériaux disponibles sur place dont des briques creuses garantissant une certaine fraîcheur. L'œuvre d'entraide s'est appuyée sur la main-d'œuvre local. «Les bénéficiaires ont aussi participé en se procurant du matériel et en aidant, par exemple, à transporter les pierres et le gravier pour les fondations, explique Jeannette von Däniken, responsable à Lucerne de ce programme ambitieux soutenu par la chaîne du bonheur et les antennes espagnole, portugaise et luxembourgeoise de Caritas.

Contre les cyclones

Couteux – environ 12'000 francs pour un logement de cinq personnes jouissant d'un réservoir d'eau de pluie et de latrines –, ce projet a permis de mettre définitivement un toit sur la tête de 2700 personnes tout en formant des centaines d'ouvriers aux techniques antisismiques et anticycloniques.
Entre 2010 et 2015, Caritas Suisse a ainsi bâti 540 maisons dans le hameau de Petit Boucan, à trois heures de Port-au-Prince, et dans le petit village de montagne de Cabaret, à 10 km de l'épicentre du séisme. Par ricochet, le programme bénéficie à de nombreux autres Haïtiens profitant des points d'eau aménagés autour des habitations. «Grâce à la Direction du développement et de la coopération (DDC), six autres maisons ont vu le jour depuis le séisme, moins puissant, du 14 août 2021, complète Jeannette von Däniken. Et 35 autres sont en cours de construction. Nous continuons de former des ouvriers. Les travaux durent habituellement trois à quatre mois. Malheureusement, tout est bloqué en raison de l'insécurité et de la pénurie d'essence.» |